



Bretagne rurale et urbaine  
pour un développement  
durable

Breizh ar maeziou ha maezkereal  
evit an diorren padus



► **Compte-rendu d'échange – 11 mars 2022**

## **Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCD) : retour d'expérience de Pipriac-Saint Ganton**

*Interpellés par une association locale désireuse de voir naître le projet TZCLD sur un périmètre à définir sur les territoires du Val d'Ille-Aubigné et/ou Bretagne Romantique, Isabelle Joucan maire de Guipel et Vice-présidente de BRUDED a proposé d'organiser une échange avec Pipriac et Saint Ganton, adhérents de BRUDED et qui ont fait partie des 10 premiers territoires à avoir expérimenté la mise en œuvre de TZCLD.*

### ➤ **Présents**

- Isabelle Joucan, maire de Guipel, vice-présidente culture Val d'Ille-Aubigné
- Yannick Larivière-Gillet, maire de Saint-Gondran, conseiller délégué aux solidarités Val d'Ille-Aubigné
- Isabelle Clément Vittoria, maire de Hédé-Bazouges, conseillère communautaire Bretagne Romantique
- Tony Porteboeuf, adjoint Hédé-Bazouges
- Franck Pichot, maire de Pipriac
- Fabienne Cottais, maire de Saint-Ganton

### ➤ **Contexte sur le Val d'Ille-Aubigné Bretagne Romantique**

Demande qui émane d'une association de mettre en place le projet TZCLD, sur un périmètre à définir

L'association a organisé la projection du film « Nouvelle cordée » sur l'expérience de Mauléon ; s'en est suivi un débat auquel plusieurs élus ont participé

Une réunion s'en est suivie avec l'association et quelques élus : les élus présents sont ressortis avec plusieurs questions notamment sur le rôle de chacun, les financements... d'un tel projet

Guipel et Hédé-Bazouges ont signifié leur intérêt pour le projet ; Guipel a sollicité BRUDED pour organiser un échange avec les élus de Pipriac et Saint-Ganton ; les deux communes font partie des 10 premiers territoires d'expérimentation de TZCLD à l'échelle nationale

### ➤ **L'émergence du projet sur Pipriac / Saint-Ganton**

En 2013, Franck Pichot rencontre Patrick Valentin : ce dernier avait initié sur Angers dans les années 90 une démarche s'apparentant à ce qui va devenir TZCLD : à l'époque il n'y a pas de Loi permettant ce type d'expérimentation ; l'expérimentation est contrainte de s'arrêter.

Franck Pichot qui est à la fois conseiller départemental et président du PAE du territoire (forme associative) signifie son vif intérêt pour le projet

Printemps 2014 :

- Rencontre avec Jean-Yves Praud, Vice-Président du département (insertion, ESS) : le Pays de Redon a une identité d'expérimentation ; Pipriac aurait potentiellement le profil ;
- Travail en commun avec Marcel Bouvier, nouveau maire de Pipriac puis avec Saint-Ganton : intérêt d'un territoire suffisamment grand pour concerner suffisamment de chômeurs ; pas trop grand pour ne pas complexifier la gouvernance, pour être réactif ; qui a l'habitude de fonctionner de manière multi-partenariale ; bourg plus urbain-bourg plus rural ; volonté et conviction politique : *'ce n'est pas un dispositif que l'on met en place c'est un projet de territoire, c'est une mobilisation du territoire ; il faut que les élus portent sans divergences politiques'*
- Echange avec Nicolas Cottais, Président de l'Association des commerçants et artisans de Pipriac : celui-ci décide d'être porteur de la démarche et de la soutenir auprès des entreprises du territoire
- ➔ Moment fondateur : le voyage à Paris pour aller défendre et manifester collectivement le droit à l'expérimentation : *'A l'aller, dans le car, chacun était dans son coin : les patrons avec les patrons, les élus avec les élus, les chômeurs avec les chômeurs ; au retour de la manifestation, tout le monde s'est mélangé ; les patrons ont compris que les chômeurs n'étaient pas 'que des feignants'' et les chômeurs que les patrons n'étaient pas 'que des exploiters' ; nous étions tous du même territoire'*

## ➤ La loi de 2016 et les modalités

Février 2016, la proposition de Loi sur l'expérimentation TZCLD portée par ATD Quart Monde, est votée à l'unanimité au Parlement. Le cadre législatif permet donc de lancer des expérimentations locales

Le projet part d'un constat 'simple' :

- Il y a des chômeurs sur le territoire
- Il y a des financements d'Etat pour financer le chômage
- Il y a des besoins de travaux et services pour la collectivité et pour des entreprises sur un territoire mais qui ne trouvent pas d'acteurs pour les réaliser car considérées comme non rentables

Pour faire partie du dispositif le chômeur doit :

- Etre résident du territoire depuis 6 mois
- Etre au chômage depuis plus d'un an
- Etre volontaire

Un chômeur qui décide d'entrer dans le projet TZCLD

- Est embauché au SMIC en CDI par une Entreprise à but d'emploi (EBE) créée localement
- Accepte en contrepartie que ses allocations soient versées directement à l'EBE

➔ Pour compenser la différence entre le montant des allocations et le coût d'un SMIC, l'EBE - en réponse aux besoins identifiés du territoire et avec l'accord et le soutien des collectivités territoriales, des associations et des entreprises locales - va proposer de la vente de biens et services non aujourd'hui proposés localement

➔ Après les 10 territoires expérimentaux initiaux, une 2ème loi a été votée : 50 nouveaux territoires vont être agréés en avril 2022 ; parmi eux figurent Pontchâteau\* (44)

Pour être agréé, l'accord du Département est aujourd'hui une condition sine qua non

Environ 150 projets sont en cours d'émergence dont Saint-Thegonnec Loc Eguiner\* (29), Territoire de Saint-Brieuc Langueux Ploufragan Plédran Hillion\* (22)

Une 3ème loi est en cours de préparation : au moins 50 autres de plus seront agréés

\*adhérents de BRUDED

## ➤ Le financement du projet

Avant le vote de la Loi de 2016, le territoire a donc

- Un périmètre défini
  - Des élus motivés, sans clivage politique vis-à-vis du projet
  - Quelques acteurs économiques prêts à s'impliquer
  - Quelques chômeurs volontaires
  - Une association porteuse : le PAE (Point accueil emploi)
  - Un soutien du département d'Ille-et-Vilaine
- ➔ Restait le financement des postes pour développer le projet : *'Dans un premier temps, un poste porté par ATD Quart Monde a été mis à disposition PAE ; il a été renforcé par de l'ingénierie supplémentaire grâce aux soutiens de la Région, du Département, de Fondations.... Ce qui a été compliqué, c'est de trouver ces moyens-là. Pour démarrer, il faut un salarié pour construire le projet, des bureaux, ....*
- ➔ Aujourd'hui : *'C'est encore le PAE qui continue de porter l'expérimentation ce qui représente un emploi et demi. Le PAE reçoit 10 K€ de Redon aggro pour l'expérimentation TZCLD ; environ 10 k€ de Pipriac et environ 1 K€ de Saint-Ganton ; un peu de FSE ; un soutien du Département, de fondations. Il n'y a pas de financements pré-définis pour porter le projet et le suivre'*

## ➤ Convaincre et établir une gouvernance

Pour lancer le projet, il a fallu convaincre plus largement que le groupe initial.

- Les collectivités : *'une des difficultés est qu'aucune collectivité locale n'a la compétence 'emploi' : c'est une compétence de l'Etat ; le département a la compétence social-insertion ; la Région a la formation ; l'EPCI a le développement économique... mais ce n'est pas tout à fait la même chose'*
- Les chômeurs : *'Les maires peuvent demander l'accès aux listes du chômage ; sur la base de cette liste, la municipalité fait un courrier; sur ma commune on connaît tout le monde , on s'est finalement plus appuyés sur les élus pour repérer et contacter les personnes que sur les listes' ; 'mais cela ne suffit pas, beaucoup de chômeurs étaient sceptiques quant au fait qu'on allait leur proposer un emploi en CDI ! il faut marteler l'information ; il a fallu faire des tracts, du porte à porte ; les élus de l'époque ont fait énormément de rendez-vous individuels'*
- Les entreprises : elles peuvent craindre une forme de concurrence. *'on a eu les entreprises qui nous ont suivis ; pas toutes depuis le début ; il a fallu les convaincre'*
- Les associations d'insertion / intermédiaires: elles ont pu s'interroger sur le fait de faire doublon par rapport à leur action. *'On a aussi sur le territoire un chantier d'insertion, une entreprise intermédiaire.... Il est important de les associer pour ne pas déstabiliser leur activité et même rentrer en alliance avec eux' ; 'La différence c'est que les chantiers d'insertion propose un emploi pendant deux ans max. alors que là on est en CDI. Sur le territoire, il y a 2 chantiers d'insertion qui ont été repris par le PAE'*

Le fait d'avoir eu le PAE a été un bon levier pour porter le projet ; car il est déjà en lien:

- avec les élus
- avec les entreprises
- avec les chômeurs

*'Les PAE ont été mis en place pour répondre à la proximité là où il n'y avait pas de Pôle emploi. Certains sont restés associatifs ; d'autres sont devenus intercommunaux. Parmi ceux-là, certains sont rattachés au pôle social ; d'autres au pôle économique. Dans les faits le projet est à la croisée d'une dimension sociale (proposer un cdi au plus grand nombre) et d'une dimension économique (développer de l'activité pour générer du chiffre d'affaire)'*

Un Comité local pour l'emploi a été créé : environ 20 personnes – 4 réunions par an

- Elus
  - Salariés de Tezea
  - Acteurs économique, association intermédiaire
  - Partenaires : Pole emploi, la DIRECCTE, l'AGEFIP (30% des salariés de l'EBE ont le statut de travailleurs handicapés), le Département, la Région
- L'échange entre collectivités, acteurs économiques, partenaires... et salariés de l'EBE permet de définir les activités qui pourraient émerger sur le territoire, en réponse aux besoins (des collectivités, des acteurs économiques, des particuliers...), tout en garantissant que cela ne rentre pas en concurrence avec des activités existantes
- Au-delà de ce Comité local, l'implication est quotidienne : *'Pour les élus impliqués, on reçoit des mails tous les jours ; mais la richesse du projet est telle que le jeu en vaut la chandelle'*

### ➤ La création de l'EBE 'Tezea'

L'entreprise à but d'emploi (EBE) Tezea est née en 2017 ; 2 co-directeurs ont été embauchés ainsi que 65 personnes au chômage de longue durée. Les dirigeants ont mis en place des encadrements intermédiaires, par les gens qui ont été embauchés. En 2019 ils sont passés à 3 dirigeants en prenant une fonction RH spécifiquement.

Un poste de SMIC coûte environ 29 k€. On reçoit 20 K€ pour financer 1 ETP :

- 17 500 € Etat
- 2 500 € CD

Il faut trouver de l'activité pour financer le reste : *'en a peine 3 ans, on dépassait les 9 K€ par poste'*

Les collectivités représentent 10% de la commande auprès de l'EBE : *'On ne voulait pas être trop élevé pour ne pas générer une activité trop dépendante de nos collectivités'*

Le nombre d'activités et le chiffre d'affaire n'a cessé de progresser entre 2017 et 2020 : *'aujourd'hui il y a 33 services proposés'*

L'ensemble des salariés sont au smic, y compris les encadrants : *'La seule manière que l'on a eu de valoriser un peu ces emplois c'est quelques jours de congés en plus'*

- Pour Voir les activités développées par Tezea : <https://tezea.fr/>

### ➤ Le bilan

Au vu de l'analyse des personnes passées par Tezea :

- 1/3 qui va retrouver un emploi facilement : *'l'EBE les aide à remettre le pied à l'étrier'*
- 1/3 qui sont dans une situation intermédiaire :
- 1/3 qui sont en difficultés : *ils ne pourraient sans doute pas rentrer dans un cadre de travail dit normal'*

L'EBE sert donc tout à la fois de 'tremplin, de re-formation / remise en compétence, de socialisation'

En termes d'emploi :

- 127 contrats ont été signés depuis le début pour l'EBE
- 77 salariés en ce moment
- Sur 64 personnes qui sont passées par le PAE en 2021, 12 ont été embauchées par l'EBE

Le taux de chômage a fortement baissé : 'On a vu la baisse au niveau du chômage et au niveau du RSA' ; 'il y a le taux de chômage de ceux qui sont inscrits et tous ceux qui ne sont pas inscrits' ; 'à l'époque on était à 12% aujourd'hui on est à 6%' ; 'même si ce n'est évidemment pas que grâce à TZCLD'

Le plus important :

- 'ce projet a changé nos communes en profondeur'
  - 'de nombreuses personnes ont retrouvé confiance'
  - 'c'est des personnes qui retrouvent le sourire, c'est des personnes qui osent sortir de chez eux...'
  - 'et qui font vivre les commerces du centre-bourg : il y a une spirale positive !'
  - 'au départ la reprise de l'épicerie par des chômeurs, ça a généré des préjugés de la part des habitants ; aujourd'hui tout le monde est ravi !'
  - 'les activités proposées sont extrêmement riches y compris d'un point de vue environnemental et de l'économie circulaire'
  - 'il y a une grande réactivité : pendant le covid, les restaurants se voient annoncées une fermeture avec un couvre-feu à 18h. Un restaurant ayant ouvert en février risquait de mettre la clé sous la porte : il ne pouvait pas prétendre aux aides économiques ; En moins de 10 jours Tezea mettait en place un service de livraison à domicile'
- Aujourd'hui d'une communication pointant le chômage : 'territoire zéro chômage' on est passé à une communication 'positive : 'le plein emploi pour tous'

## Par quoi faudrait-il commencer un projet aujourd'hui ?

1/ Bien définir ses objectifs

2/ Rencontrer indépendamment chaque groupe d'acteur habitués à se parler et à échanger de pair à pair avant de les rassembler :

- Les élus
- Les acteurs économiques
- Les associatifs type ADMR...

→ Pour en savoir plus : <https://www.tzcl.d.fr/ressources/videos/>

BRUDED est soutenu par :

